

LA DETTE EXTÉRIEURE DES PAYS LATINO-AMÉRICAINS ET SES CONSÉQUENCES SUR LES FEMMES

Francine Savard

At last July's Forum for non-governmental organizations in Nairobi a number of workshops dealt with the effects upon women of the current economic crisis. In this article Francine Savard presents an overview of the discussions held specifically around Latin America's foreign debt and its impact on women. She looks first at the origins of the debt crisis and some possible solutions; next the broad consequences for the majority of Latin Americans are outlined – with a focus on working women's double burden as government cuts in social services leave women to care for the reproduction of the workforce. The author concludes by suggesting what Canadian women can contribute to Latin American women's struggle for economic development in the face of their countries' overwhelming foreign debt. This article was presented to a reunion of Forum '85 participants held in Montreal last September.

Parallèlement à la Conférence des Nations Unies pour la Décennie de la femme qui se tenait à Nairobi du 15 au 27 juillet, se déroulait le Forum des O.n.g. (Organisations non-gouvernementales) du 10 au 19 juillet et regroupant près de 12 000 femmes dont la moitié provenaient des pays d'Afrique. Les principaux thèmes abordés lors de ce meeting sans précédent concernaient L'Égalité, la Paix et le Développement. Au programme, des séminaires, des rassemblements, des ateliers et des activités culturelles.

C'est ainsi que l'éclair a frappé sous la grande tente de la paix, où s'étaient réunies les femmes représentantes des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Du Mexique, de Panama, d'Argentine, du Paraguay, de la Bolivie, du El Salvador, de la République Dominicaine de Porto Rico etc, les femmes dénonçaient l'agression impérialiste en Amérique centrale, la violation des droits humains, le sous-développement et la misère qui sévissent à l'échelle du continent latino-américain. Mais ce qui semblait un consensus nouveau au sein du mouvement des femmes de ces pays c'est le non-

paiement de la dette extérieure. En effet, déclaraient-elles, les exigences imposées pour le règlement de cette dette atteignent plus particulièrement les femmes et les secteurs populaires des pays endettés.

Comme certains ateliers et rencontres à Nairobi portaient essentiellement sur les femmes devant la crise économique et les effets de l'endettement, dès lors, une priorité prenait place dans ma planification du choix des ateliers au Forum de Nairobi. C'est ainsi que je vous livre le contenu des notes recueillies dans ces séances de travail portant notamment sur les femmes, la crise économique et l'endettement des pays, avec une préoccupation concernant la situation des femmes latino-américaines de même que celles de la région des Caraïbes.

Pour la bonne compréhension de ce problème majeur que constitue la dette extérieure et ses conséquences sur les femmes, il est proposé ici une démarche composée de trois volets: 1er *La dette des pays latino-américains* a) l'origine; b) la situation; c) les scénarios possibles; d) la position du gouvernement canadien; 2ième *La dette extérieure et les femmes latino-américaines* a) les conséquences; b) les solutions proposées; 3ième *la dette extérieure et les femmes d'ici* a) réflexions; b) perspectives de travail.

La crise économique en Amérique latine et dans les pays des Caraïbes

La crise économique des pays industrialisés, fruit de la contradiction capitaliste entre le capital et le travail, commande des stratégies en matière de politiques économiques qui ont pour effet de généraliser la crise. Les pays du tiers monde sont durement touchés, surtout les groupes sociaux les plus démunis et par conséquent les femmes.

De plus, l'énorme déficit dans les dépenses publiques aux États-Unis occasionné par la course aux armements, a provoqué une hausse sans précédent des taux d'intérêt avec un effet direct sur l'augmentation de la dette extérieure des pays en développement.

À cela s'ajoute la dégradation des termes de l'échange de même que l'augmentation du protectionnisme de certains pays industrialisés. Mais là où les femmes sont particulièrement concernées c'est dans la nouvelle division internationale du travail, comme nous le verrons.

Dans les pays industrialisés, le haut taux de chômage, notamment des jeunes et des femmes est attribuable en partie aux transferts de capitaux vers d'autres pays, plus particulièrement en Amérique latine et dans le Sud est asiatique. Dans la logique capitaliste, pour abaisser les coûts de production les propriétaires du capital doivent faire appel à une main-d'oeuvre moins coûteuse, moins bien formée (la technicité n'exigeant pas de formation particulière) et en ce sens, les pays du Tiers Monde constituent un réservoir presque inépuisable.

Un autre élément de cette crise, c'est la pression occasionnée par le paiement de la dette qui écrase littéralement les économies nationales des pays en développement. On assiste alors au développement des industries d'exportation, au détrimement de la production de biens nécessaires aux populations de ces pays. Alors comment dans ce contexte de crise est-il imaginable pour les pays en développement de payer une dette énorme tout en recherchant un développement équilibré? Voyons d'abord ce qu'il en est de cette dette extérieure des pays latino-américains et des Caraïbes.

LA DETTE EXTÉRIEURE

L'origine

Voilà une vingtaine d'années, l'Amérique latine n'avait qu'une faible dette, selon Fidel Castro. L'arrivée en masse des pétro-dollars a permis aux banques de certains pays industrialisés d'amasser des sommes fabuleuses. Il ne manquait plus que des emprunteurs. De cet argent prêté aux pays latino-américains, une partie a servi à l'achat

d'armements, une autre a été détournée vers les banques étrangères en Suisse et aux États-Unis et une autre s'est enfuie vers les États-Unis et en Europe chaque fois qu'une dévaluation s'annonçait. De plus, une part importante a servi pour les importations onéreuses de pétrole et une autre a servi à la réalisation de programmes économiques. L'origine de cette dette peut être attribuable en partie aussi à des erreurs de politique des pays en développement.

La situation

Dans une longue entrevue qu'il accordait à deux nord-américains,¹ Fidel Castro déclare que l'Amérique latine a transféré à l'étranger en argent et en marchandises, plus de 70 milliards de dollars en 1984, sans recevoir rien en échange. En 1980, si l'Amérique latine pouvait acheter à l'aide de ses exportations l'équivalent de 100 en produits provenant des pays industrialisés, elle ne peut en acheter que l'équivalent de 78.3 en 1984.² Et qui doit payer pour cette dette totalisant 360 milliards de dollars (la moitié de la dette du Tiers Monde) se demande Fidel? Le peuple! Mais pourquoi? Qu'a-t-il reçu en échange de la surévaluation du dollar et des taux d'intérêt élevés, pour-suit-il. Rien, si ce n'est qu'il est obligé de réduire ses salaires, ses revenus et faire d'énormes sacrifices.

Mais qui sont les prêteurs? Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les banques privées qui, pour assurer une garantie à leurs créanciers internationaux, surtout les banques multinationales, imposent des politiques d'austérité.

Pour Gonzalo Arrayo³ le prix à payer pour le remboursement des seuls intérêts est le suivant: salaires réels et investissements en baisse, inflation et chômage en hausse. En moyenne 35% des exportations ont servi à payer les intérêts de la dette. Et il ajoute: "C'est l'Amérique latine en pleine récession qui contribue à l'accumulation de capitaux dans les économies des pays industrialisés, ou plus exactement, les entreprises et banques internationales, bien que cela bloque tout le développement dans la région."⁴

Quelles sont donc les solutions à la dette?

Les solutions possibles

Une position radicale se dessine: ne pas payer la dette. Le leader du mouvement, Fidel Castro propose un moratoire unilatéral, un front uni des pays latino-américains auquel, dit-il, appartient maintenant le pouvoir de décision. Ainsi, ces pays pourraient utiliser les 360 milliards pour le financement de leur propre développement.

Une autre position qui reflète celle prise par les onze pays les plus endettés d'Amérique latine réunis à Carthagène en Colombie, consiste à promouvoir un processus de négociation, basé sur la co-responsabilité à la fois des pays débiteurs et des pays créanciers. Cette position modérée semble retenir davantage l'attention des dirigeants des pays latino-américains.

La position du gouvernement canadien

Dès son entrée en fonction en septembre 84, Michael Wilson, Ministre canadien des Finances dans le cabinet de Brian Mulroney, déclarait que le F.M.I. devait continuer d'imposer une discipline aux pays endettés et de régler les problèmes cas par cas. En cela il rejoint exactement la position de Washington. Mais cette approche apparaît plutôt comme une pratique tendant à réduire le problème de l'endettement à une simple opération de comptabilité, alors que les sources du mal sont beaucoup plus profondes et plus amples.

Voilà donc brièvement esquissé le problème de la dette extérieure des pays latino-américains. Cependant, outre la dimension économique, la dette constitue dorénavant, comme nous l'avons vu, un problème politique dans la mesure où les effets sociaux engendrés par les obligations de cette dette atteignent cruellement les groupes les plus démunis, tels les femmes.

Ce deuxième volet tentera d'apporter un éclairage sur les conséquences de la crise sur les femmes, qui représentent 52% de la population des pays latino-américains et des Caraïbes.

LA DETTE EXTÉRIEURE ET LES FEMMES LATINO-AMÉRICAINES

Les conséquences

Dans le contexte de crise dans les pays latino-américains, tel que décrit plus tôt

et dans le cadre de la nouvelle division du travail, la main-d'oeuvre féminine est largement utilisée. On y retrouve des femmes jeunes, souvent paysannes, sans formation et sans aucune pratique de syndicalisation. Elles sont soumises au travail au noir et fréquemment à la prostitution.

Comme nous l'avons vu, la pression de la dette externe oblige les pays à privilégier les industries d'exportation. D'une part, celles-ci sont créatrices d'emplois féminins, mais d'autre part, même si les femmes accèdent à des postes rémunérés, elles doivent faire face à une double journée de travail de par la division sexuelle du travail.

De plus, le travail au noir, imposé par les entreprises privées pour abaisser leurs coûts de production, inclut souvent la participation non-rémunérée des autres membres de la famille. Il y a également le développement de l'industrie touristique, favorisant l'entrée rapide de devises, qui tout en créant un haut pourcentage d'emplois pour les femmes, introduit de nouveaux modèles de consommation, l'établissement de casinos et le trafic des femmes.

Parallèlement existe un courant contraire d'expulsion de la main-d'oeuvre féminine intégrée dans les Services Sociaux, conséquence directe des restrictions exigées par la F.M.I. dans les programmes sociaux. À cause du maintien de la division sexuelle du travail à la maison, les femmes doivent compenser la perte de ces services sociaux en accomplissant les tâches autrefois dévolues aux organismes d'État. On assiste donc à la paupérisation croissante des familles ouvrières.

Au plan politique, la marge de manoeuvre de plus en plus réduite des gouvernements des pays du Tiers Monde augmente souvent la répression face aux syndicats et aux organisations politiques etc. Dans les pays sous dictature militaire, il y a recrudescence de la violation des droits humains. Également, les projets de développement prônés par les femmes sont paralysés par la course aux armements qui oriente la science et la technologie vers les armes de destruction et non de construction.

Ainsi, les conditions spécifiques auxquelles les femmes sont confrontées, commandent des stratégies particulières mais aussi certaines d'ordre plus général en faveur des majorités. Voici donc les solutions proposées par les femmes de ces pays.⁵

Les solutions proposées

Considérant que la dette externe fait partie intégrante d'un environnement global, les femmes visent d'abord la recherche de la paix. Devant le danger d'une invasion directe au Nicaragua, les femmes des pays latino-américains et des Caraïbes appuient les efforts initiés par le groupe de Contodora pour un règlement pacifique du conflit qui risque de prendre des proportions au niveau du continent entier.

Aussi, le développement interne de ces pays se trouve bloqué devant les pressions intenses imposées par le système international. Les femmes latino-américaines déclarent qu'il est immoral d'exiger le paiement de cette dette dont les coûts sont assumés exclusivement par les pays créditeurs au profit de l'enrichissement des pays créanciers.

De plus, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes doivent former un front uni pour chercher une solution au problème de l'endettement: ne pas payer la dette ou s'intégrer au consensus de Carthagène qui préconise une dynamique de négociation de la dette. Les femmes doivent aussi lutter pour l'élimination de l'échange inégal, pour le protectionnisme contre la course aux armements et pour que se transforme le système financier international. Cependant, l'élimination des problèmes macro-structurels n'apportera pas avec elle, de façon mécanique, la promotion intégrale des femmes. Pour cette raison, il est nécessaire d'établir des stratégies pour lutter contre leur oppression spécifique.

Un des objectifs principaux de cette lutte c'est la conscientisation et l'organisation des femmes - ces deux aspects exigeant des actions à différents niveaux:

- Organiser les femmes au plan syndical, politique, féministe, universitaire en recherchant des alliances concertées pour la création d'instances politiques pour faire avancer les luttes.
- Approfondir et maintenir les programmes de recherche empirique et théorique sur les femmes.
- Utiliser les moyens de communications de masse et alternatifs pour atteindre les organisations et groupes de femmes.
- La recherche d'un nouvel ordre social exige entre autres d'investir le pouvoir existant et créer dans les groupes de base de nouvelles ambitions quant au pouvoir politique.



Credit: Third World Women's News

- Exiger de l'État et la société un partage dans la responsabilité et la reproduction de la force de travail.

Mais pour nous femmes d'ici, que nous suggère un tel plan d'action?

LA DETTE EXTÉRIEURE ET LES FEMMES D'ICI

Réflexions

En rédigeant ce travail, de nombreuses réflexions ont surgi. D'abord, il est indéniable qu'à des niveaux différents, nous sommes toutes concernées par la logique du système capitaliste qui nous gouverne. La division internationale du travail telle que vécue par l'ensemble des femmes d'Amérique latine et des

Caraïbes s'applique ici également; les ghettos de travail féminins, l'inégalité dans les salaires, le chômage des femmes, etc... Les stratégies capitalistes dans le contexte de la restructuration du capital, imposent aux États nationaux des coupures dans les programmes sociaux qui se traduisent notamment par une augmentation du chômage des femmes, et par leur paupérisation.

Nous sommes concernées par les problèmes des pays latino-américains, d'abord comme travailleuses de la solidarité internationale, ensuite comme citoyennes du monde prônant des changements sociaux profonds capables de remettre en question la logique du système économique et enfin comme féministes désireuses de changer le rôle subordonné que l'idéologie patriarcale nous a assigné.

Si nous voulons que les choses changent, il faut passer à l'action. En ce sens, la dette externe peut devenir un instrument précieux dans les mécanismes pour l'instauration d'un nouvel ordre économique et dans l'amélioration des relations Nord-Sud. En effet, elle constitue pour la première fois de l'histoire de l'Amérique latine, une chance pour ces pays de former un front uni capable de renverser un rapport de force qui depuis toujours a privilégié d'abord les pays conquérants, les colonisateurs, les pays industrialisés. Afin d'être cohérentes, il nous faut aussi imaginer des perspectives d'action.

Perspectives de travail

Il m'apparaît que nous devrions dans un premier temps, dans le cadre du travail qui incombe aux organisations non-gouvernementales oeuvrant en coopération internationale, sensibiliser et conscientiser la population sur les pro-

blèmes inhérents à la dette extérieure des pays du Tiers Monde. Il importe également de faire des pressions auprès du gouvernement canadien afin que celui-ci renonce à appuyer la politique de Washington concernant la renégociation de la dette, cas par cas. Il devrait plutôt insister pour que le consensus de Carthage se réalise et que la renégociation se fasse en tenant compte d'une vision globale propre à libérer les pays du joug du F.M.I., ce qui ne menacerait pas la fragilité du système monétaire international tout en favorisant le développement économique, social et politique des peuples.

Il y a sûrement d'autres actions à imaginer?

Fidel Castro, "Il n'y a pas d'autre alternative: L'annulation de la dette ou la mort politique des processus démocratiques en Amérique latine." Entrevue accordée au congressiste Mervyn Dymally et au

professeur Jeffrey Elliott le 29 mars 1985 à la Havane.

²Ibid, p. 2.

³Arrayo Gonzalo, "Comment payer (sans payer) la dette," *Amérique latine*, no. 22 (avril-juin 85).

⁴Ibid, p. 1.

⁵Pour la rédaction de cette partie, le document intitulé: *Las Mujeres frente a la crisis de America latina y el Caribe*, a été largement utilisé. Ce document est le résultat du travail collectif des participantes à la réunion "El Impacto de la Crisis sobre la Situacion de las Mujeres y las Politicas de Desarrollo en America latina y el Caribe." Cette réunion s'est tenue à Mexico du 10 au 13 mai 1985 en préparation du bilan de la Décennie des Nations Unies pour la femme et de la rencontre de Nairobi.

Francine Savard est animatrice au Centre de Solidarité Internationale d'Alma et membre d'une équipe de recherche à l'UQAC.



FILMS FROM THE THIRD WORLD

AS WOMEN SEE IT

SELBE / Safie Faye / Senegal

SUDESHA / Deepa Dhanraj / India

BREAD AND DIGNITY / Marie Jose Alvarez / Nicaragua

EL PLANETA / Maria Barea / Peru

CARMEN CARRASCAL / cine-Mujer / Columbia

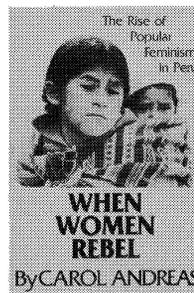
All Films 30 min / 16 mm or video
Available for Rental or Sale

229 College Street, Toronto, Ontario, Canada
M5T 1R4 (416) 597-0524

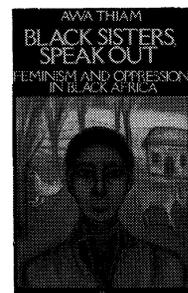


Book Distribution

Development Education Centre
229 College Street
Toronto, Ontario
Canada M5T 1R4
(416) 597-0328



17.95 Pb
Lawrence Hill & Co.



9.95 Pb
Pluto Press

Coming Soon!
FEMINISM AND NATIONALISM
IN THE THIRD WORLD
By Kumari Jayawardena Zed Books 14.95 Pb

Please add 10% postage & handling per order.

THIRD WORLD & DEVELOPMENT • WOMEN • PEACE &
DISARMAMENT • POLITICAL THEORY • LABOUR •
MEDIA & CULTURE • RACISM •